



CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240322-2203202427-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/03/2024

Publication : 02/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

## DÉLIBÉRATIONS



Le 22 mars 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Marie DESBORDES

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARTOT  
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Zohra AMIMI, Madame Caroline DUTARTE, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 15 mars 2024



### 12 CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2024 ENTRE LE CLIC DES AINÉS DE ROUEN ET LE DÉPARTEMENT DE SEINE-MARITIME

MESDAMES, MESSIEURS,

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des aînés accompagne les rouennais âgés de plus de 60 ans rencontrant des difficultés liées à la perte d'autonomie et à l'avancée en âge.

En parallèle, en lien avec les problématiques repérées sur le territoire et les priorités définies par la politique de la Ville et du Département, le CLIC propose chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Le CLIC des aînés assure également un rôle d'information, de sensibilisation et de coordination des différents acteurs de l'action gérontologique intervenant dans le champ social, médico-social et sanitaire.

## DÉLIBÉRATIONS

---

Depuis sa création, le CLIC bénéficie d'une subvention de fonctionnement du Département de Seine-Maritime auquel il est lié par une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM). Chaque CPOM définit individuellement le rôle et les missions du CLIC, ses moyens, son cadre d'intervention ainsi que ses relations avec le Département (partenariat avec le responsable autonomie de l'UTAS, priorités d'actions, modalité d'attribution et de versement de la subvention).

Le 7 décembre 2023, par délibération N°1.2 de la commission permanente du Département, un nouveau cahier des charges des CLIC ainsi que la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le Département et le CCAS, organisme gestionnaire du CLIC des aînés ont été adoptés.

Le CLIC étant engagé depuis le 01<sup>er</sup> janvier 2023 dans une démarche d'expérimentation en vue du déploiement futur des Maisons Départementales de l'Autonomie et des Aidants (MDAA76), la convention a été établie spécifiquement dans ce cadre.

Le CPOM 2024 précise la place des CLIC face au déploiement futur des Maisons de l'Autonomie et des Aidants (MDAA76) et rappelle les modalités de l'expérimentation dans laquelle le CLIC des aînés est engagé à ce titre. Les MDAA76 visent à simplifier le processus d'accompagnement des personnes âgées par la fusion des missions des travailleurs sociaux CLIC/APA qui interviendraient sous l'appellation commune de « référent de parcours ».

En 2024, le CLIC des aînés de Rouen a pour objectif d'expérimenter ce nouveau mode d'organisation en lien avec les travailleurs sociaux APA du Département.

D'autre part, le CPOM 2024 présente les nouvelles modalités de financement du programme local de prévention à la perte d'autonomie jusqu'alors financé dans le cadre de l'Appel A Projet de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA).

Depuis janvier 2024, les CLIC n'ont plus la possibilité de solliciter de subventions dans le cadre de la CFPPA. Dans un souci d'harmonisation des financements attribués aux CLIC du territoire, les subventions sont désormais définies dans une convention annexée au CPOM et signée pour deux ans.

L'objet de cette convention « d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention à la perte d'autonomie » est de définir les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au programme d'actions mis en place par le CLIC en faveur de la prévention de la perte d'autonomie. Cette convention sera transmise par le Département pour validation et signature au second trimestre 2024.

Ladite Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 est annexée à la présente délibération.

## DÉLIBÉRATIONS

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.321-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération N°1.2 de la commission permanente du 07 décembre 2023 du Département de Seine-Maritime autorisant le Président du Département à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 entre le Département et le CCAS de Rouen,

CONSIDÉRANT que le CCAS de Rouen gère le CLIC des Aînés en lien avec le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT que le CLIC est lié au Département par une Convention cadre d'Objectifs et de Moyens,

CONSIDÉRANT que la précédente Convention d'Objectifs et de Moyens du CLIC des aînés de Rouen avec le Département de Seine-Maritime a pris fin le 31 décembre 2023,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. ou Monsieur le Président à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le Département de Seine-Maritime et le CCAS de Rouen jusqu'au 31 décembre 2024.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*

